



Dispositions pratiques d'exécution du règlement de procédure du Tribunal

du 20 mai 2015 (JO L 152 du 18.6.2015, p. 1)

Version consolidée

Modifiées par :

		<i>Journal officiel de l'Union européenne</i>		
		Numéro	Page	Date
M1	Modifications des dispositions pratiques d'exécution du règlement de procédure du Tribunal du 13 juillet 2016	L 217	78	12.8.2016
M2	Modifications des dispositions pratiques d'exécution du règlement de procédure du Tribunal du 17 octobre 2018	L 294	23	21.11.2018
M3	Modifications des dispositions pratiques d'exécution du règlement de procédure du Tribunal du 1 ^{er} février 2023	L 73	58	10.3.2023

Rectifiées par :

		<i>Journal officiel de l'Union européenne</i>		
		Numéro	Page	Date
C1	Rectificatif aux modifications des dispositions pratiques d'exécution du règlement de procédure du Tribunal du 17 octobre 2018	L 296	40	22.11.2018

La présente version consolidée des dispositions pratiques d'exécution du règlement de procédure du Tribunal, préparée par le greffe, constitue uniquement un outil de documentation. Les versions faisant foi des textes concernés, y compris leurs préambules, sont publiées au *Journal officiel de l'Union européenne*.

I.	DU GREFFE	- 6 -
A.	Tâches du greffier	- 6 -
B.	Ouverture des bureaux du greffe.....	- 7 -
C.	Registre.....	- 8 -
D.	Numéro d'affaire	- 8 -
E.	Dossier de l'affaire et consultation du dossier de l'affaire.....	- 9 -
E.1.	Tenue du dossier de l'affaire	- 9 -
E.2.	Consultation du dossier et obtention des copies du dossier de l'affaire.....	- 10 -
F.	Originaux des arrêts et ordonnances	- 11 -
G.	[Texte supprimé]	- 12 -
H.	Témoins et experts	- 13 -
I.	Tarif du greffe	- 13 -
J.	Récupération de sommes.....	- 13 -
K.	Publications et affichage de documents sur Internet.....	- 14 -
II.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU TRAITEMENT DES AFFAIRES.....	- 15 -
A.	Significations.....	- 15 -
B.	Délais.....	- 15 -
C.	Omission des données envers le public.....	- 16 -
D.	[Texte supprimé]	- 16 -
III.	DES ACTES DE PROCÉDURE ET DE LEURS ANNEXES.....	- 16 -
A.	Dépôt des actes de procédure et de leurs annexes par e-Curia	- 16 -
B.	Présentation des actes de procédure et de leurs annexes	- 17 -
B.1.	Des actes de procédure.....	- 17 -
B.2.	Du bordereau d'annexes.....	- 18 -
B.3.	Des annexes	- 19 -
C.	Présentation des fichiers déposés par la voie de l'application e-Curia.....	- 19 -
D.	Dépôts par un mode autre qu'e-Curia.....	- 20 -
E.	Refus d'actes de procédure et de pièces.....	- 21 -
F.	Régularisation des actes de procédure et de leurs annexes.....	- 21 -
F.1.	Généralités	- 21 -

F.2. Cas de régularisations des requêtes	- 22 -
F.3. Cas de régularisation des autres actes de procédure.....	- 22 -
IV. DE LA PHASE ÉCRITE DE LA PROCÉDURE.....	- 23 -
A. Longueur des mémoires.....	- 23 -
A.1. Recours directs (autres que ceux relatifs aux affaires de propriété intellectuelle).....	- 23 -
A.2. Affaires de propriété intellectuelle.....	- 24 -
A.3. Régularisation des mémoires pour longueur excessive	- 24 -
B. Structure et contenu des mémoires.....	- 24 -
B.1. Recours directs (autres que ceux relatifs aux affaires de propriété intellectuelle).....	- 24 -
1) Requête introductory d'instance	- 24 -
2) Mémoire en défense	- 26 -
3) Réplique et duplique	- 26 -
B.2. Affaires de propriété intellectuelle.....	- 27 -
1) Requête introductory d'instance	- 27 -
2) Mémoire en réponse.....	- 27 -
3) Recours incident et mémoires en réponse au recours incident.....	- 27 -
V. DE LA PHASE ORALE DE LA PROCÉDURE.....	- 28 -
A. Demandes d'audience de plaidoiries.....	- 28 -
B. Préparation de l'audience de plaidoiries.....	- 28 -
C. Déroulement de l'audience de plaidoiries	- 30 -
C bis. Participation à une audience par vidéoconférence.....	- 33 -
D. Interprétation	- 34 -
E. Procès-verbal de l'audience de plaidoiries.....	- 35 -
VI. DU TRAITEMENT CONFIDENTIEL.....	- 35 -
A. Généralités.....	- 35 -
B. Traitement confidentiel en cas de demande d'intervention.....	- 36 -
C. Traitement confidentiel en cas de jonction d'affaires.....	- 37 -
D. Traitement confidentiel dans le cadre de l'article 103 du règlement de procédure.....	- 38 -
E. Traitement confidentiel dans le cadre de l'article 104 du règlement de procédure.....	- 39 -

LE TRIBUNAL,

vu l'article 224 de son règlement de procédure (JO 2015, L 105, p. 1) ;

considérant que, dans un souci de transparence, de sécurité juridique et de bonne mise en œuvre du règlement de procédure, les attributions du greffier, notamment celles relatives à la tenue du registre et des dossiers des affaires, à la régularisation des actes de procédure et des pièces, à leur signification et au tarif du greffe, doivent faire l'objet des dispositions d'exécution ;

considérant que, conformément à l'article 37 du règlement de procédure, il convient d'établir le tarif du greffe ;

considérant que, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, il y a lieu de donner aux représentants des parties, qu'ils soient avocats ou agents au sens de l'article 19 du protocole sur le statut de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après le « statut »), des instructions pratiques sur la manière de présenter les actes de procédure et les pièces, ainsi que de préparer au mieux l'audience de plaidoiries devant le Tribunal ;

considérant que les présentes dispositions pratiques d'exécution expliquent, précisent et complètent certaines dispositions du règlement de procédure et visent à permettre aux représentants des parties de tenir compte d'éléments que la juridiction doit prendre en considération, en particulier ceux relatifs au dépôt des actes de procédure et des pièces, à leur présentation, à leur traduction et à l'interprétation lors des audiences de plaidoiries ;

considérant les particularités des questions liées au traitement confidentiel des actes de procédure et des pièces ;

considérant qu'il incombe au greffier de veiller à la conformité des actes de procédure et des pièces versés au dossier de l'affaire avec les dispositions du statut, du règlement de procédure et des présentes dispositions pratiques d'exécution ;

considérant que le dépôt des actes de procédure et des pièces non conformes aux dispositions du statut, du règlement de procédure et des présentes dispositions pratiques d'exécution contribue à allonger, parfois d'une manière significative, la durée de l'instance et à augmenter les frais de procédure ;

considérant que, en respectant les présentes dispositions pratiques d'exécution, les représentants des parties, agissant en leur qualité d'auxiliaire de justice, contribuent par leur loyauté procédurale à l'efficacité de la justice en permettant au Tribunal de pouvoir traiter utilement les actes de procédure et les pièces qu'ils déposent et ne s'exposent pas à encourir, au regard des points traités dans les présentes dispositions pratiques d'exécution, l'application de l'article 139, sous a), du règlement de procédure ;

considérant que des méconnaissances répétées des prescriptions du règlement de procédure ou des présentes dispositions pratiques d'exécution nécessitant de demander la régularisation peuvent donner lieu au remboursement des frais liés au traitement requis par le Tribunal en application de l'article 139, sous c), du règlement de procédure ;

considérant que le traitement des renseignements ou pièces produits au titre de l'article 105, paragraphe 1 ou paragraphe 2, du règlement de procédure, est régi par la décision arrêtée par le Tribunal sur le fondement de l'article 105, paragraphe 11, du règlement de procédure¹ ;

considérant que les règles relatives au dépôt et à la signification d'actes de procédure par la voie de l'application e-Curia sont consignées dans la décision arrêtée par le Tribunal sur le fondement de l'article 56 bis, paragraphe 2, du règlement de procédure² ;

après consultation des agents des États membres, des institutions intervenant dans les procédures devant le Tribunal, de l'Office d'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI), devenu l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), et du Conseil des barreaux européens (CCBE) ;

ARRÊTE LES PRÉSENTES DISPOSITIONS PRATIQUES D'EXÉCUTION :

I. DU GREFFE

A. Tâches du greffier

1. Le greffier est responsable de la tenue du registre du Tribunal et des dossiers des affaires pendantes, de la réception, transmission, signification et conservation des documents, des correspondances avec les parties, les demandeurs en intervention et les demandeurs d'aide juridictionnelle, ainsi que de la garde des sceaux du Tribunal et des archives. Il veille à la perception des droits du greffe et à la

¹ Décision (UE) 2016/2387 du Tribunal, du 14 septembre 2016, concernant les règles de sécurité applicables aux renseignements ou pièces produits au titre de l'article 105, paragraphe 1 ou 2, du règlement de procédure (JO 2016, L 355, p. 18) (ci-après, « décision du Tribunal du 14 septembre 2016 »).

² Décision du Tribunal, du 11 juillet 2018, relative au dépôt et à la signification d'actes de procédure par la voie de l'application e-Curia (JO 2018, L 240, p. 72) (ci-après, « décision du Tribunal du 11 juillet 2018 »).

récupération des sommes dues à la caisse du Tribunal. Il prend soin des publications du Tribunal et de la diffusion sur le site Internet de la Cour de justice de l'Union européenne de documents concernant le Tribunal.

2. Le greffier est assisté par un ou plusieurs greffiers adjoints dans les tâches précisées au point 1 supra. En cas d'empêchement du greffier, un des greffiers adjoints, selon l'ordre d'ancienneté de fonctions, assume la responsabilité pour l'exécution de ces tâches et prend les décisions incombant au greffier en vertu des dispositions du règlement de procédure du Tribunal et des présentes dispositions pratiques d'exécution, ainsi que des délégations qui lui ont été données en application de celles-ci.

B. Ouverture des bureaux du greffe

3. Les bureaux du greffe sont ouverts tous les jours ouvrables. Sont considérés comme jours ouvrables tous les jours sauf les samedis, les dimanches ainsi que les jours fériés légaux figurant dans la liste visée à l'article 58, paragraphe 3, du règlement de procédure.
4. Lorsqu'un jour ouvrable au sens du point 3 supra est férié pour les fonctionnaires et agents de l'institution, la possibilité de contacter le greffe durant les heures d'ouverture est assurée par une permanence.
5. Les heures d'ouverture du greffe sont :
 - les matins, du lundi au vendredi, de 9h30 à 12h00,
 - les après-midi, du lundi au jeudi, de 14h30 à 17h30 et le vendredi de 14h30 à 16h30.
6. Une demi-heure avant le début d'une audience de plaidoiries, les bureaux du greffe sont accessibles aux représentants des parties convoqués à cette audience.
7. En dehors des heures d'ouverture du greffe, l'annexe visée à l'article 72, paragraphe 4, du règlement de procédure et l'acte de procédure visé à l'article 147, paragraphe 6, du règlement de procédure peuvent, à toute heure du jour ou de la nuit, être valablement déposés auprès du gardien de service aux entrées des bâtiments de la Cour de justice de l'Union européenne. Celui-ci note les date et heure du dépôt qui font foi et remet un reçu sur demande.

C.**Registre**

8. Sont inscrits au registre tous les documents versés aux dossiers dans les affaires soumises au Tribunal.
9. Sont également inscrits au registre les renseignements ou pièces produits au titre de l'article 105, paragraphe 1 ou paragraphe 2, du règlement de procédure, dont le traitement est régi par la décision du Tribunal du 14 septembre 2016.
10. Les inscriptions au registre sont numérotées dans l'ordre croissant et sans discontinuité. Elles sont faites dans la langue de procédure. Elles contiennent notamment les dates de dépôt et d'inscription, le numéro de l'affaire et la nature de l'acte.
- 10 bis. La date de dépôt visée au point 10 supra est, selon le cas, la date visée à l'article 5 de la décision du Tribunal du 11 juillet 2018, la date à laquelle l'acte a été reçu par le greffe, la date visée au point 7 supra, ou la date visée à l'article 3, deuxième tiret, de la décision du Tribunal du 14 septembre 2016. Dans les cas prévus par l'article 54, premier alinéa, du statut, la date de dépôt visée au point 10 supra est celle du dépôt de l'acte de procédure, par e-Curia, auprès du greffier de la Cour de justice ou, s'il s'agit d'un dépôt visé à l'article 147, paragraphe 6, du règlement de procédure, celle du dépôt de l'acte auprès du greffier de la Cour de justice.
11. Le registre tenu sous forme électronique est conçu de manière à ce qu'aucun enregistrement ne puisse être effacé et que toute modification ultérieure d'une inscription soit reconnaissable.
12. [Texte supprimé]
13. [Texte supprimé]
14. [Texte supprimé]
15. Conformément à l'article 125 quater du règlement de procédure, les pièces produites dans le cadre de la procédure de règlement amiable visée aux articles 125 bis à 125 quinquies du règlement de procédure sont inscrites dans un registre spécifique qui n'est pas soumis au régime visé aux articles 36 et 37 dudit règlement.

D.**Numéro d'affaire**

16. Lors de l'inscription au registre d'une requête introductory d'instance, l'affaire reçoit un numéro d'ordre précédé d'un « T- » et suivi de l'indication de l'année.

17. Les demandes en référé, les demandes d'intervention, les demandes de rectification ou d'interprétation, les demandes visant à remédier à une omission de statuer, les demandes en révision, les demandes d'opposition à un arrêt par défaut ou de tierce opposition, les demandes de taxation des dépens et les demandes d'aide juridictionnelle relatives à des recours pendants reçoivent le même numéro d'ordre que l'affaire principale, suivi d'une mention indiquant qu'il s'agit de procédures particulières distinctes.
18. Une demande d'aide juridictionnelle présentée dans la perspective d'une action reçoit un numéro d'ordre précédé d'un « T- », suivi de l'indication de l'année et d'une mention spécifique.
19. Un recours dont l'introduction a été précédée d'une demande d'aide juridictionnelle y relative reçoit le même numéro d'affaire que cette dernière.
20. Une affaire renvoyée par la Cour de justice à la suite d'une annulation reçoit le numéro qui lui avait été attribué antérieurement devant le Tribunal suivi d'une mention spécifique.
21. Le numéro d'ordre de l'affaire et les parties sont indiqués dans les actes de procédure, dans les correspondances relatives à l'affaire, ainsi que dans les publications du Tribunal et dans les documents et informations afférents à l'affaire auxquels le public a accès. En cas d'omission de données en vertu des articles 66 ou 66 bis du règlement de procédure, l'indication des parties est adaptée en conséquence.

E. Dossier de l'affaire et consultation du dossier de l'affaire

E.1. Tenue du dossier de l'affaire

22. Le dossier de l'affaire contient les actes de procédure, le cas échéant accompagnés des annexes, et tout autre document pris en considération pour le jugement de l'affaire, ainsi que la correspondance avec les parties et les preuves de signification. Il contient également le cas échéant, des extraits de procès-verbaux de conférence de chambre, le procès-verbal de réunion avec les parties, le rapport d'audience, le procès-verbal d'audience de plaidoiries et le procès-verbal d'audience d'instruction, ainsi que les décisions prises et les constatations établies par le greffe dans cette affaire.

23. Tout document versé au dossier de l'affaire doit comporter le numéro de registre visé au point 10 supra et un numéro courant. En outre, les actes de procédure déposés par les parties et les éventuelles copies de ces actes doivent comporter la date de dépôt et la date d'inscription au registre dans la langue de procédure.
24. Les versions confidentielles et les versions non confidentielles des actes de procédure et de leurs annexes font l'objet d'un classement séparé dans le dossier de l'affaire.
25. Les documents relatifs aux procédures particulières visées au point 17 supra font l'objet d'un classement séparé dans le dossier de l'affaire.
26. Les pièces produites dans le cadre d'une procédure de règlement amiable au sens de l'article 125 bis du règlement de procédure sont classées dans un dossier distinct du dossier de l'affaire.
27. Un acte de procédure et ses annexes produits dans une affaire, versés au dossier de cette dernière, ne peuvent pas être pris en compte pour les besoins de la mise en état d'une autre affaire.
28. Après la fin de la procédure devant le Tribunal, la clôture et l'archivage du dossier de l'affaire ainsi que du dossier visé à l'article 125 quater, paragraphe 1, du règlement de procédure sont assurés par le greffe. Le dossier clôturé contient une liste de tous les documents versés au dossier de l'affaire et une constatation du greffier attestant de la complétude du dossier.
29. Le traitement des renseignements ou pièces produits au titre de l'article 105, paragraphe 1 ou paragraphe 2, du règlement de procédure, est régi par la décision du Tribunal du 14 septembre 2016.

- E.2. Consultation du dossier et obtention des copies du dossier de l'affaire**
30. Les représentants des parties principales peuvent consulter, dans les bureaux du greffe, le dossier de l'affaire, y compris les dossiers administratifs produits devant le Tribunal.
 31. Les représentants des parties admises à intervenir au titre de l'article 144 du règlement de procédure disposent du même droit de consultation du dossier de l'affaire que les parties principales, sous réserve de l'article 144, paragraphes 5 et 7, du règlement de procédure.

32. Dans les affaires jointes, les représentants de toutes les parties disposent du droit de consultation des dossiers des affaires concernées par la jonction, sous réserve de l'article 68, paragraphe 4, du règlement de procédure. En revanche, un tel droit de consultation n'est pas applicable lorsqu'une audience commune de plaidoiries est organisée conformément à l'article 106 bis du règlement de procédure.
33. La personne ayant présenté une demande d'aide juridictionnelle au titre de l'article 147 du règlement de procédure sans le ministère d'un avocat dispose du droit de consultation du dossier portant sur l'aide juridictionnelle. Lorsqu'un avocat est désigné pour la représenter, seul ce représentant dispose du droit de consultation de ce dossier.
34. La consultation de la version confidentielle des actes de procédure et, le cas échéant, de leurs annexes est uniquement autorisée pour les parties vis-à-vis desquelles aucun traitement confidentiel n'a été ordonné.
35. S'agissant des renseignements ou pièces produits au titre de l'article 105, paragraphe 1 ou paragraphe 2, du règlement de procédure, il est renvoyé au point 29 supra.
36. Les prescriptions des points 30 à 35 supra ne concernent pas l'accès au dossier visé à l'article 125 quater, paragraphe 1, du règlement de procédure. L'accès à ce dossier spécifique est régi par cette même disposition du règlement de procédure.
- 36 bis. À la demande d'une partie, le greffier délivre une copie des documents du dossier de l'affaire, le cas échéant, dans une version non confidentielle ainsi que des extraits du registre.
- 36 ter. À la demande d'un tiers, le greffier délivre une copie des arrêts ou ordonnances, uniquement dans la mesure où ces décisions ne sont pas déjà publiquement accessibles et ne contiennent pas de données confidentielles ainsi que des extraits du registre.

F. Originaux des arrêts et ordonnances

37. Les originaux des arrêts et des ordonnances du Tribunal sont signés au moyen d'une signature électronique qualifiée. Ils sont conservés de manière électronique non altérable, par ordre chronologique, sur un serveur spécial réservé à l'archivage à long terme. La copie électronique de la version certifiée conforme de l'arrêt ou de l'ordonnance est imprimée et est versée au dossier de l'affaire.
38. [Texte supprimé]

39. [Texte supprimé]
40. Les ordonnances portant rectification d'un arrêt ou d'une ordonnance, les arrêts ou ordonnances portant interprétation d'un arrêt ou d'une ordonnance, les arrêts rendus sur opposition contre un arrêt par défaut, les arrêts et ordonnances rendus sur tierce opposition ou sur demande de révision, signés au moyen d'une signature électronique qualifiée, sont conservés sur un serveur spécial réservé à l'archivage à long terme ensemble et de manière indissociable avec, d'une part, l'arrêt ou l'ordonnance concerné du Tribunal signé au moyen d'une signature électronique qualifiée et, d'autre part, un document comportant des mentions explicatives signé par le greffier.
- 40 bis. Lorsque l'arrêt ou l'ordonnance du Tribunal a été signé de manière manuscrite, la décision du Tribunal portant rectification, interprétation ou révision signée au moyen d'une signature électronique qualifiée est mentionnée en marge de l'arrêt ou l'ordonnance concerné. La copie de la version certifiée conforme de la décision signée au moyen d'une signature électronique qualifiée est imprimée et annexée à la minute de l'arrêt ou de l'ordonnance en format papier.
- 40 ter. Lorsqu'une décision du Tribunal signée au moyen d'une signature électronique qualifiée a donné lieu à une décision rendue par la Cour de justice sur pourvoi, cette décision est conservée ensemble et de manière indissociable en format papier avec, d'une part, la version de l'arrêt ou de l'ordonnance concernée de la Cour de justice telle que transmise au greffe du Tribunal et, d'autre part, les mentions explicatives, signées par le greffier, en marge de la décision du Tribunal.
- 40 quater. Les décisions du Tribunal signées au moyen d'une signature électronique qualifiée qui ont donné lieu à une décision rendue par la Cour de justice sur pourvoi sont conservées sur un serveur spécial réservé à l'archivage à long terme ensemble et de manière indissociable avec, d'une part, la version de l'arrêt ou de l'ordonnance concernée de la Cour de justice telle que transmise au greffe du Tribunal et, d'autre part, un document comportant des mentions explicatives signé par le greffier.

G. [Texte supprimé]

41. [Texte supprimé]

H.**Témoins et experts**

42. Le greffier prend les mesures nécessaires pour l'exécution des ordonnances d'expertise et d'audition des témoins.
43. Le greffier se fait remettre, par les témoins, les pièces justificatives de leurs frais et de leur manque à gagner et, par les experts, une note d'honoraires justifiant leurs travaux et leurs frais.
44. Le greffier fait verser par la caisse du Tribunal les montants dus aux témoins et experts, en application du règlement de procédure. En cas de contestation sur ces montants, le greffier saisit le président afin qu'il soit statué.

I.**Tarif du greffe**

45. Lorsqu'un extrait du registre est délivré conformément à l'article 37 du règlement de procédure, le greffier perçoit un droit de greffe qui est de 15 EUR par extrait.
46. Lorsqu'une copie d'un acte ou un extrait du dossier de l'affaire est délivré à une partie à sa demande conformément à l'article 38, paragraphe 1, du règlement de procédure, le greffier perçoit un droit de greffe qui est de 40 EUR par document délivré.
47. Lorsqu'une expédition d'une ordonnance ou d'un arrêt, aux fins d'exécution, est délivrée à une partie à sa demande conformément à l'article 38, paragraphe 1, ou à l'article 170 du règlement de procédure, le greffier perçoit un droit de greffe qui est de 50 EUR par expédition.
48. Lorsqu'une copie d'un arrêt ou d'une ordonnance est délivrée conformément au point 36 ter à un tiers à sa demande, le greffier perçoit un droit de greffe qui est de 40 EUR par copie.
49. [Texte supprimé]
50. Lorsqu'une partie ou un demandeur en intervention a méconnu de manière répétée les prescriptions du règlement de procédure ou des présentes dispositions pratiques d'exécution, le greffier perçoit, conformément à l'article 139, sous c), du règlement de procédure, un droit de greffe qui ne peut excéder le montant de 7 000 EUR.

J.**Récupération de sommes**

51. S'il y a lieu de récupérer, au bénéfice de la caisse du Tribunal, des sommes versées au titre de l'aide juridictionnelle, des sommes payées aux témoins ou experts ou des frais exposés par le Tribunal

- qui auraient pu être évités au sens de l'article 139, sous a), du règlement de procédure, le greffier réclame ces sommes au débiteur qui doit en supporter la charge.
52. À défaut de versement des sommes visées au point 51 supra dans le délai fixé par le greffier, celui-ci peut demander au Tribunal de prendre une ordonnance valant titre exécutoire dont il requiert, le cas échéant, l'exécution forcée.
53. S'il y a lieu de récupérer, au bénéfice de la caisse du Tribunal, des droits de greffe, le greffier réclame ces sommes au débiteur qui doit en supporter la charge.
54. À défaut de versement des sommes visées au point 53 supra dans le délai fixé par le greffier, celui-ci peut adopter sur le fondement de l'article 35, paragraphe 4, du règlement de procédure, une décision valant titre exécutoire dont il requiert, le cas échéant, l'exécution forcée.
- K. Publications et affichage de documents sur Internet**
55. Le greffier fait publier au *Journal officiel de l'Union européenne* les noms du président et du vice-président du Tribunal, ainsi que des présidents de chambre qui ont été élus par le Tribunal, la composition des chambres et les critères retenus pour l'attribution des affaires à celles-ci, les critères retenus pour, selon le cas, compléter la formation de jugement ou atteindre le quorum en cas d'empêchement d'un membre de la formation de jugement, le nom du greffier et, le cas échéant, du ou des greffiers adjoints élus par le Tribunal, ainsi que les dates des vacances judiciaires.
56. Le greffier fait publier au *Journal officiel de l'Union européenne* les décisions visées à l'article 11, paragraphe 3, à l'article 56 bis, paragraphe 2, et à l'article 105, paragraphe 11, du règlement de procédure.
57. Le greffier fait publier au *Journal officiel de l'Union européenne* le formulaire d'aide juridictionnelle.
58. Le greffier fait publier au *Journal officiel de l'Union européenne* les communications relatives aux recours introduits et aux décisions mettant fin à l'instance, sauf dans le cas des décisions mettant fin à l'instance adoptées avant la signification de la requête au défendeur.
59. Le greffier veille à rendre publique la jurisprudence du Tribunal conformément aux modalités décidées par celui-ci. Ces modalités sont disponibles sur le site Internet de la Cour de justice de l'Union européenne.

II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU TRAITEMENT DES AFFAIRES

A. Significations

60. Les significations sont effectuées par le greffe conformément à l'article 57 du règlement de procédure.
61. La copie de l'acte à signifier est accompagnée d'une lettre spécifiant le numéro de l'affaire, le numéro du registre et l'indication sommaire de la nature de l'acte.
62. En cas de signification d'un acte en application de l'article 57, paragraphe 2, du règlement de procédure, le destinataire est informé de cette signification par la transmission par l'application e-Curia d'une copie de la lettre accompagnant la signification en attirant son attention sur les dispositions de l'article 57, paragraphe 2, du règlement de procédure.
63. La preuve de la signification est conservée dans le dossier de l'affaire.
64. En cas de tentative infructueuse de signification de la requête au défendeur, le greffier fixe un délai au requérant, selon le cas, pour fournir des informations additionnelles aux fins de la signification ou pour demander s'il accepte de recourir à ses frais aux services d'un huissier de justice afin de procéder à une nouvelle signification.

B. Délais

65. S'agissant de l'article 58, paragraphe 1, sous a) et b), du règlement de procédure, lorsqu'un délai est exprimé en semaines, en mois ou en années, il expire à la fin du jour qui, dans la dernière semaine, dans le dernier mois ou dans la dernière année indiqué par le délai, porte la même dénomination ou le même chiffre que le jour qui a fait courir le délai, à savoir le jour au cours duquel est survenu l'événement ou a été effectué l'acte faisant courir le délai et non le jour suivant.
66. L'article 58, paragraphe 2, du règlement de procédure, selon lequel l'expiration d'un délai qui prend fin un samedi, un dimanche ou un jour férié légal est reportée à la fin du jour ouvrable suivant, n'est applicable que lorsque le délai complet, délai de distance inclus, prend fin un samedi, un dimanche ou un jour férié légal.
67. Le greffier fixe les délais prévus par le règlement de procédure, conformément aux délégations qu'il a reçues du président.

68. Conformément à l'article 62 du règlement de procédure, les actes de procédure ou les pièces qui parviennent au greffe après l'expiration du délai fixé pour leur dépôt ne peuvent être acceptés qu'avec l'autorisation du président.
69. Le greffier peut proroger les délais fixés, conformément aux délégations qu'il a reçues du président ; le cas échéant, il soumet au président des propositions relatives à la prorogation des délais. Les demandes de prorogation de délais doivent être dûment motivées et présentées en temps utile avant l'expiration du délai fixé.
70. Un délai ne peut être prorogé plus d'une fois que pour des motifs exceptionnels.

C. Omission des données envers le public

71. [Texte supprimé]
72. La demande d'omission déposée en vertu de l'article 66 ou de l'article 66 bis du règlement de procédure doit être présentée par acte séparé. Elle doit indiquer précisément la ou les données concernées par la demande. La demande d'omission de données visée à l'article 66 bis du règlement de procédure doit être motivée.
73. Pour préserver l'efficacité de l'omission des données visées aux articles 66 et 66 bis du règlement de procédure, il importe que la demande d'omission de données soit présentée dès le dépôt de l'acte de procédure comportant les données en cause. L'effet utile de l'omission des données est en effet compromis si les données ont déjà été diffusées sur Internet.

D. [Texte supprimé]

74. [Texte supprimé]
75. [Texte supprimé]
76. [Texte supprimé]

III. DES ACTES DE PROCÉDURE ET DE LEURS ANNEXES

A. Dépôt des actes de procédure et de leurs annexes par e-Curia

77. Tout acte de procédure doit être déposé au greffe par voie exclusivement électronique en utilisant l'application e-Curia

(<https://curia.europa.eu/e-Curia>) dans le respect de la décision du Tribunal du 11 juillet 2018 et des Conditions d'utilisation de l'application e-Curia, sous réserve des cas visés aux points 89 à 91 infra. Ces documents sont disponibles sur le site Internet de la Cour de justice de l'Union européenne.

78. Le représentant qui effectue le dépôt par e-Curia doit satisfaire l'ensemble des exigences prévues à l'article 19 du statut et doit, lorsqu'il s'agit d'un avocat, jouir de l'indépendance requise par rapport à la partie qu'il représente.
79. L'utilisation de l'identifiant et du mot de passe personnels du représentant vaut signature de l'acte de procédure déposé conformément à l'article 3 de la décision du Tribunal du 11 juillet 2018, et vise à garantir l'authenticité dudit acte. Par l'utilisation de son identifiant et de son mot de passe personnels, le représentant endosse la responsabilité du contenu de l'acte déposé.

B. Présentation des actes de procédure et de leurs annexes

B.1. Des actes de procédure

80. Les mentions suivantes figurent sur la première page de chaque acte de procédure :
 - (a) le numéro de l'affaire (T- .../..), dans la mesure où il a déjà été communiqué par le greffe ;
 - (b) la dénomination de l'acte de procédure (requête, mémoire en défense, mémoire en réponse, réplique, duplique, demande d'intervention, mémoire en intervention, exception d'irrecevabilité, observations sur ..., réponses aux questions, etc.) ;
 - (c) les noms du requérant, du défendeur, le cas échéant celui de l'intervenant, ainsi que celui de toute autre partie à la procédure pour les affaires de propriété intellectuelle ;
 - (d) le nom de la partie pour laquelle l'acte de procédure est déposé.

81. Pour faciliter leur consultation électronique, les actes de procédure doivent être présentés :
 - (a) en format A4 ;

- (b) en caractères d'un type courant (tel que Times New Roman, Courier ou Arial) d'une taille d'au moins 12 points dans le texte et d'au moins 10 points pour les notes en bas de page, avec un interligne de 1 et des marges, en haut, en bas, à gauche et à droite de la page, d'au moins 2,5 cm ;
- (c) avec une numérotation continue et dans l'ordre croissant de chaque paragraphe ;
- (d) avec une pagination continue (par exemple : pages 1 à 50).
- 81 bis. Une note en bas de page a principalement pour objet de comporter des références aux documents cités dans l'acte de procédure. Elle n'a en revanche pas pour objet de développer les moyens ou arguments avancés.

B.2. Du bordereau d'annexes

82. Le bordereau d'annexes doit figurer à la fin de l'acte de procédure avec ou sans pagination. Des annexes présentées sans le bordereau d'annexes ne sont pas acceptées.
83. Le bordereau d'annexes doit comporter pour chaque annexe :
- (a) le numéro de l'annexe (en utilisant une lettre et un numéro ; par exemple : A.1, A.2, ... pour les annexes à la requête ; B.1, B.2, ... pour les annexes au mémoire en défense ou au mémoire en réponse ; C.1, C.2, ... pour les annexes au mémoire en réplique ; D.1, D.2, ... pour les annexes au mémoire en duplique) ;
- (b) une brève description de l'annexe (par exemple : « lettre » avec indication de la date, de l'auteur et du destinataire) ;
- (c) l'indication du début et de la fin de chaque annexe selon la pagination continue des annexes (par exemple : pages 43 à 49 des annexes) ;
- (d) l'indication du numéro de paragraphe où l'annexe est mentionnée pour la première fois et qui justifie sa production.
84. Pour optimiser le traitement par le greffe, il est nécessaire de signaler dans le bordereau d'annexes les annexes comportant de la couleur.

B.3.**Des annexes**

85. Ne peuvent être annexées à un acte de procédure que les documents mentionnés dans le texte de l'acte de procédure référencés dans le bordereau d'annexes et qui sont nécessaires pour en prouver ou en illustrer le contenu.
86. Les annexes à un acte de procédure doivent être présentées de manière à faciliter la consultation électronique des documents par le Tribunal et à éviter toute possibilité de confusion. Ainsi, les exigences suivantes doivent être respectées :
- (a) chaque annexe est numérotée conformément au point 83, sous a), supra ;
 - (b) l'annonce d'une annexe par une page de garde spécifique est recommandée ;
 - (c) les annexes à un acte de procédure sont paginées en continu (par exemple : 1 à 152) à partir de la première page de la première annexe (non pas du bordereau d'annexes), en incluant les pages de garde et d'éventuelles annexes aux annexes ;
 - (d) les annexes doivent être facilement lisibles.
87. Toute référence à une annexe produite comporte l'indication de son numéro, tel qu'il figure sur le bordereau d'annexes, et l'indication de l'acte de procédure avec lequel l'annexe est produite (par exemple : annexe A.1 à la requête).

C. Présentation des fichiers déposés par la voie de l'application e-Curia

88. Les actes de procédure et leurs annexes déposés par la voie de l'application e-Curia sont présentés sous forme de fichiers. Pour favoriser leur traitement par le greffe, il est recommandé de suivre les conseils pratiques formulés dans le Guide d'utilisation d'e-Curia disponible en ligne sur le site Internet de la Cour de justice de l'Union européenne, à savoir :
- les fichiers doivent comporter des noms identifiant l'acte de procédure (Mémoire, Annexes partie 1, Annexes partie 2, Lettre d'accompagnement, etc.) ;
 - le texte de l'acte de procédure peut être sauvegardé directement en PDF à partir du logiciel de traitement de texte, sans devoir recourir au « scanning » ;
 - l'acte de procédure doit inclure le bordereau d'annexes ;

- les annexes doivent figurer dans un ou plusieurs fichiers séparés du fichier contenant l'acte de procédure. Un fichier peut contenir plusieurs annexes. Il n'est pas obligatoire de créer un fichier par annexe. Il est recommandé que les annexes soient ajoutées lors du dépôt dans leur ordre croissant et que leur dénomination soit suffisamment précise (par exemple : Annexes 1 à 3, Annexes 4 à 6, etc.).

D.

Dépôts par un mode autre qu'e-Curia

89. La règle générale selon laquelle tout acte de procédure est déposé au greffe par e-Curia est sans préjudice des cas visés à l'article 105, paragraphes 1 et 2, et à l'article 147, paragraphe 6, du règlement de procédure.
90. En outre, les annexes à un acte de procédure, mentionnées dans le texte de cet acte, que leur nature empêche de déposer par e-Curia, peuvent être transmises séparément par la voie postale ou remises au greffe en application de l'article 72, paragraphe 4, du règlement de procédure, à condition que ces annexes soient mentionnées dans le bordereau d'annexes de l'acte déposé par e-Curia. Le bordereau d'annexes doit identifier les annexes qui seront déposées séparément. Ces annexes doivent parvenir au greffe au plus tard dix jours après le dépôt de l'acte de procédure par e-Curia. Le dépôt doit être effectué à l'adresse suivante :

Greffé du Tribunal de l'Union européenne
Rue du Fort Niedergrünewald
L-2925 Luxembourg

91. Lorsqu'il s'avère techniquement impossible de déposer un acte de procédure par e-Curia, le représentant doit accomplir les démarches prévues à l'article 7 de la décision du Tribunal du 11 juillet 2018. La copie de l'acte déposé par un moyen autre qu'e-Curia conformément à l'article 7, deuxième alinéa, de la décision du Tribunal du 11 juillet 2018 doit comporter le bordereau d'annexes ainsi que toutes les annexes y mentionnées. Il n'y a pas lieu de signer de manière manuscrite la copie de l'acte de procédure ainsi déposé.

E.**Refus d'actes de procédure et de pièces**

92. Le greffier refuse d'inscrire au registre et de verser au dossier de l'affaire, dans leur intégralité ou partiellement, les actes de procédure et, le cas échéant, les pièces non prévus par le règlement de procédure. En cas de doute, le greffier saisit le président afin qu'il soit statué.
93. Sauf dans les cas expressément prévus par le règlement de procédure et sous réserve de l'article 46, paragraphe 2, du règlement de procédure et du point 100 infra, le greffier refuse d'inscrire au registre et de verser au dossier de l'affaire les actes de procédure ou les pièces rédigés dans une langue autre que la langue de procédure.
94. Lorsqu'une partie conteste le refus d'inscription au registre et de versement au dossier de l'affaire, intégral ou partiel, d'un acte de procédure ou d'une pièce par le greffier, celui-ci soumet la question au président afin qu'il soit décidé si l'acte ou la pièce en cause doit être accepté.

F.**Régularisation des actes de procédure et de leurs annexes****F.1.****Généralités**

95. Le greffier veille à la conformité des actes de procédure versés au dossier de l'affaire et de leurs annexes avec les dispositions du statut et du règlement de procédure, ainsi qu'avec les présentes dispositions pratiques d'exécution.
96. Le cas échéant, il fixe aux parties un délai pour leur permettre de remédier à des irrégularités formelles des actes de procédure déposés.
97. En cas de méconnaissances répétées des prescriptions du règlement de procédure ou des présentes dispositions pratiques d'exécution nécessitant de demander la régularisation, le greffier demandera à la partie ou au demandeur en intervention le remboursement des frais liés au traitement requis par le Tribunal, conformément à l'article 139, sous c), du règlement de procédure.
98. [Texte supprimé]
99. [Texte supprimé]

100. Lorsqu'une demande d'intervention, émanant d'un tiers autre qu'un État membre, n'est pas rédigée dans la langue de procédure, le greffier en demande la régularisation, avant de la signifier aux parties. Si une version de cette demande rédigée dans la langue de procédure est déposée dans le délai fixé à cette fin par le greffier, la date de dépôt de la première version dans une autre langue est prise en considération comme date de dépôt de l'acte de procédure.

F.2. Cas de régularisations des requêtes

101. Si une requête n'est pas conforme aux conditions précisées à l'annexe 1 des présentes dispositions pratiques d'exécution, le greffe ne procède pas à sa signification et un délai raisonnable est fixé aux fins de la régularisation. L'absence de régularisation est susceptible d'entraîner le rejet du recours pour cause d'irrecevabilité, conformément à l'article 78, paragraphe 6, et à l'article 177, paragraphe 6, du règlement de procédure.
102. Si une requête n'est pas conforme aux règles de forme précisées à l'annexe 2 des présentes dispositions pratiques d'exécution, la signification de la requête est retardée et un délai raisonnable est fixé aux fins de la régularisation.
103. Si une requête n'est pas conforme aux règles de forme précisées à l'annexe 3 des présentes dispositions pratiques d'exécution, la requête est signifiée et un délai raisonnable est fixé aux fins de la régularisation.

F.3. Cas de régularisation des autres actes de procédure

104. Les cas de régularisation mentionnés aux points 101 à 103 supra s'appliquent pour autant que de besoin aux actes de procédure autres que la requête.
- 104 bis. Le bordereau d'annexes et l'éventuelle table des matières ne sont pas pris en compte pour la détermination du nombre de pages maximal d'un mémoire.

IV. DE LA PHASE ÉCRITE DE LA PROCÉDURE

A. Longueur des mémoires

A.1. Recours directs (autres que ceux relatifs aux affaires de propriété intellectuelle)

105. Dans les recours directs au sens de l'article 1^{er} du règlement de procédure, le nombre de pages maximal des mémoires³ est fixé comme suit.

Dans les recours directs autres que ceux introduits en vertu de l'article 270 TFUE :

- 50 pages pour la requête, ainsi que pour le mémoire en défense ;
- 25 pages pour la réplique, ainsi que pour la duplique ;
- 20 pages pour un mémoire en exception d'irrecevabilité, ainsi que pour les observations sur celle-ci ;
- 20 pages pour un mémoire en intervention et 15 pages pour les observations sur ce mémoire.

Dans les recours directs introduits en vertu de l'article 270 TFUE :

- 30 pages pour la requête, ainsi que pour le mémoire en défense ;
- 15 pages pour la réplique, ainsi que pour la duplique ;
- 10 pages pour un mémoire en exception d'irrecevabilité, ainsi que pour les observations sur celle-ci ;
- 10 pages pour un mémoire en intervention et 5 pages pour les observations sur ce mémoire.

106. Le dépassement de ces maximums ne sera autorisé que dans des cas particulièrement complexes en droit ou en fait.

³ Le texte doit être présenté conformément aux prescriptions contenues au point 81, sous b), des présentes dispositions pratiques d'exécution.

A.2.

Affaires de propriété intellectuelle

107. Dans les affaires de propriété intellectuelle, le nombre de pages maximal des mémoires⁴ est fixé comme suit :
- 20 pages pour la requête, ainsi que pour les mémoires en réponse ;
 - 15 pages pour le recours incident et pour les mémoires en réponse à ce recours incident ;
 - 10 pages pour un mémoire en exception d'irrecevabilité, ainsi que pour les observations sur celle-ci ;
 - 10 pages pour un mémoire en intervention et 5 pages pour les observations sur ce mémoire.
108. Le dépassement de ces maximums ne sera autorisé que dans des cas particulièrement complexes en droit ou en fait.

A.3.

Régularisation des mémoires pour longueur excessive

109. Un mémoire dont le nombre de pages excède de 40 % le nombre maximal de pages prescrit, selon le cas, aux points 105 et 107 supra donne lieu à régularisation, sauf instruction en sens contraire du président.
110. Un mémoire dont le nombre de pages excède de moins de 40 % le même nombre maximal de pages prescrit, selon le cas, aux points 105 et 107 supra peut donner lieu à régularisation sur instruction en ce sens du président.
111. Lorsqu'il est demandé à une partie de procéder à la régularisation d'un mémoire pour longueur excessive, la signification du mémoire, dont le volume justifie la régularisation, est retardée.

B.

Structure et contenu des mémoires

B.1. Recours directs (autres que ceux relatifs aux affaires de propriété intellectuelle)

1) Requête introductory d'instance

112. Les mentions obligatoires devant être contenues dans la requête introductory d'instance figurent à l'article 76 du règlement de procédure.

⁴ Le texte doit être présenté conformément aux prescriptions contenues au point 81, sous b), des présentes dispositions pratiques d'exécution.

113. La partie introductory de la requête devrait être suivie d'un bref exposé des faits à l'origine du litige.
114. Les conclusions du recours doivent être libellées avec précision, au début ou à la fin de la requête.
115. L'argumentation juridique devrait être structurée en fonction des moyens invoqués. Il est généralement utile de la faire précéder d'un énoncé schématique des moyens invoqués. En outre, il est très souhaitable d'attribuer un titre à chacun des moyens invoqués, et ce afin de les rendre facilement identifiables.
116. Avec la requête, doivent être produits, s'il y a lieu, les documents visés à l'article 51, paragraphes 2 et 3, et à l'article 78 du règlement de procédure.
117. [Texte supprimé]
118. Toute requête doit être accompagnée d'un résumé des moyens et principaux arguments invoqués, destiné à faciliter la rédaction de la communication devant être publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* conformément à l'article 79 du règlement de procédure.
119. Afin de favoriser son traitement par le Tribunal, il est demandé de veiller à ce que le résumé des moyens et principaux arguments invoqués :
- soit produit séparément du corps de la requête et des annexes mentionnées dans la requête ;
 - n'excède pas deux pages ;
 - soit établi dans la langue de procédure conformément au modèle mis en ligne sur le site Internet de la Cour de justice de l'Union européenne ;
 - soit transmis par e-Curia lors du dépôt de la requête, avec indication de l'affaire à laquelle il se réfère.
120. Si la requête est introduite après présentation d'une demande d'aide juridictionnelle, laquelle a pour effet de suspendre le délai de recours conformément à l'article 147, paragraphe 7, du règlement de procédure, mention doit être faite de cette information au début de la requête introductory d'instance.
121. Si la requête est introduite après la signification de l'ordonnance statuant sur une demande d'aide juridictionnelle ou, lorsqu'un avocat n'est pas désigné pour représenter le demandeur d'aide juridictionnelle dans cette ordonnance, après la signification de l'ordonnance désignant l'avocat chargé de représenter le

demandeur, mention doit également être faite dans la requête de la date à laquelle l'ordonnance a été signifiée au requérant.

122. Pour faciliter la préparation de la requête sur le plan formel, les représentants des parties peuvent utilement consulter le document « Aide-mémoire – Requête » et le modèle indicatif de requête qui sont disponibles sur le site Internet de la Cour de justice de l'Union européenne.

2) Mémoire en défense

123. Les mentions obligatoires devant être contenues dans le mémoire en défense figurent à l'article 81, paragraphe 1, du règlement de procédure.
124. Les conclusions du défendeur doivent être libellées avec précision, au début ou à la fin du mémoire en défense.
125. Toute contestation des faits allégués par le requérant doit être expresse et indiquer avec précision les faits concernés.
126. Le cadre juridique de l'instance étant fixé par la requête, l'argumentation développée dans le mémoire en défense doit, dans toute la mesure du possible, être structurée en fonction des moyens ou griefs énoncés dans la requête.
127. Le point 116 s'applique au mémoire en défense.
128. Dans les affaires introduites en vertu de l'article 270 TFUE, il est souhaitable que les institutions joignent au mémoire en défense les actes de portée générale cités ne faisant pas l'objet d'une publication au *Journal officiel de l'Union européenne* avec mention des dates de leur adoption, de leur entrée en vigueur et, le cas échéant, de leur abrogation.

3) Réplique et duplique

129. Lorsqu'il est procédé au deuxième échange de mémoires, les parties principales peuvent compléter leur argumentation, selon le cas, par une réplique ou par une duplique.
130. Le cadre et les moyens ou griefs au cœur du litige ayant été exposés (ou contestés) de manière approfondie dans la requête et le mémoire en défense, la réplique et la duplique ont pour finalité de permettre au requérant et au défendeur de préciser leur position ou d'affiner leur argumentation sur une question importante et de répondre aux éléments nouveaux apparus dans le mémoire en défense et dans la réplique. Le président peut par ailleurs, en

application de l'article 83, paragraphe 3, du règlement de procédure, préciser lui-même les points sur lesquels ces actes de procédure devraient porter.

B.2. Affaires de propriété intellectuelle

1) Requête introductive d'instance

131. Les mentions obligatoires devant être contenues dans la requête introductive d'instance figurent à l'article 177, paragraphe 1, du règlement de procédure.
132. La requête doit également contenir les informations visées à l'article 177, paragraphes 2 et 3, du règlement de procédure.
133. Avec la requête, doivent être produits les documents visés à l'article 177, paragraphes 3 à 5, du règlement de procédure.
134. Les points 113 à 115 et 120 à 122 supra s'appliquent aux requêtes dans les affaires de propriété intellectuelle.

2) Mémoire en réponse

135. Les mentions obligatoires devant être contenues dans le mémoire en réponse figurent à l'article 180, paragraphe 1, du règlement de procédure.
136. Les conclusions du défendeur ou de l'intervenant doivent être libellées avec précision, au début ou à la fin du mémoire en réponse.
137. Avec le mémoire en réponse déposé par l'intervenant, doivent être produits les documents visés à l'article 177, paragraphes 4 et 5, du règlement de procédure, dans la mesure où ces documents n'ont pas été déposés antérieurement conformément à l'article 173, paragraphe 5, du règlement de procédure.
138. Les points 125 et 126 supra s'appliquent au mémoire en réponse.

3) Recours incident et mémoires en réponse au recours incident

139. Si, lorsque la requête lui est signifiée, une partie à la procédure devant la chambre de recours autre que le requérant entend contester la décision attaquée sur un point qui n'a pas été soulevé dans la requête, cette partie doit former lors du dépôt de son mémoire en réponse un recours incident. Ce recours incident doit être formé par acte séparé et satisfaire aux exigences énoncées aux articles 183 et 184 du règlement de procédure.

140. Lorsqu'un tel recours incident est formé, les autres parties à l'instance peuvent présenter un mémoire en réponse dont l'objet est limité aux conclusions, moyens et arguments invoqués dans le recours incident.

V. DE LA PHASE ORALE DE LA PROCÉDURE

A. Demandes d'audience de plaidoiries

141. Ainsi qu'il résulte de l'article 106 du règlement de procédure, le Tribunal organise une audience de plaidoiries soit d'office soit à la demande d'une partie principale.
142. La partie principale qui souhaite être entendue lors d'une audience de plaidoiries doit présenter, dans un délai de trois semaines à compter de la signification aux parties de la clôture de la phase écrite de la procédure, une demande motivée en ce sens. Cette motivation – qui ne peut être confondue avec un mémoire ou des observations écrites et ne devrait pas excéder trois pages – doit résulter d'une appréciation concrète de l'utilité d'une audience de plaidoiries pour la partie en cause et indiquer les éléments du dossier de l'affaire ou de l'argumentation que cette partie estime nécessaire de développer ou de réfuter plus amplement lors d'une audience de plaidoiries. Pour mieux orienter les débats lors de celle-ci, il est souhaitable que la motivation ne revête pas un caractère général se bornant, par exemple, à se référer à l'importance de l'affaire.
143. En l'absence de demande motivée présentée dans le délai imparti par une partie principale, le Tribunal peut décider de statuer sur le recours sans phase orale de la procédure.

B. Préparation de l'audience de plaidoiries

144. Les parties sont convoquées à l'audience de plaidoiries par les soins du greffe au moins un mois avant le déroulement de celle-ci, sans préjudice des situations dans lesquelles les circonstances justifient de les convoquer à plus bref délai. Lorsque le Tribunal décide d'organiser une audience de plaidoiries commune à plusieurs affaires en vertu de l'article 106 bis du règlement de procédure, la convocation à l'audience précise notamment les affaires concernées par cette audience.
145. Conformément à l'article 107, paragraphe 2, du règlement de procédure, des demandes de report d'une date d'audience de

plaideoires ne sont admises que dans des circonstances exceptionnelles. De telles demandes ne peuvent être déposées que par les parties principales, doivent être dûment motivées, accompagnées de pièces justificatives appropriées et transmises au Tribunal dans les meilleurs délais après la convocation.

146. Si le représentant d'une partie a l'intention de ne pas assister à l'audience de plaideoires, il est prié de le faire savoir au Tribunal dans les meilleurs délais après la convocation.
147. Le Tribunal s'efforce de faire parvenir un rapport d'audience sommaire aux représentants des parties trois semaines avant l'audience. Le rapport d'audience sommaire sert à préparer l'audience de plaideoires.
- 147 bis. Lorsque le Tribunal décide d'organiser une audience de plaideoires commune à plusieurs affaires en vertu de l'article 106 bis du règlement de procédure, le rapport d'audience sommaire établi dans la langue de procédure dans chacune des affaires concernées est signifié à toutes les autres parties convoquées à cette audience.
148. Le rapport d'audience sommaire, rédigé par le juge rapporteur, est limité à l'énoncé des moyens et à un résumé succinct des arguments des parties.
149. Des observations éventuelles des parties sur le rapport d'audience sommaire peuvent être présentées lors de l'audience de plaideoires. Dans un tel cas, mention de telles observations est actée au procès-verbal de l'audience.
150. Le rapport d'audience sommaire est mis à la disposition du public devant la salle d'audience le jour de l'audience de plaideoires, à moins que celle-ci soit intégralement tenue à huis clos.
151. Avant chaque audience publique, le greffier fait afficher, dans la langue de procédure, les informations suivantes devant la salle d'audience : la date et l'heure de l'audience de plaideoires, la formation compétente, la ou les affaires qui seront appelées et les noms des parties.
152. Une demande d'utilisation de certains moyens techniques aux fins d'une présentation doit être présentée au moins deux semaines avant la date de l'audience de plaideoires. Si la demande est accueillie par le président, les modalités d'utilisation de tels moyens sont à déterminer avec le greffe, et ce pour tenir compte des contraintes éventuelles d'ordre technique ou pratique. La présentation a pour unique objet d'illustrer des données contenues dans le dossier de l'affaire et ne doit donc pas comporter des

moyens nouveaux ou des preuves nouvelles. Les supports de telles présentations ne sont pas versés au dossier de l'affaire et ne sont par conséquent pas signifiés aux autres parties, à moins que le président n'en décide autrement.

- 152 bis. Si une partie entend demander une dérogation au régime linguistique en vertu de l'article 45, paragraphe 1, sous c) ou d), du règlement de procédure visant l'emploi, lors de l'audience de plaidoiries, d'une langue autre que la langue de procédure, sa demande doit être présentée dans les meilleurs délais après la convocation.
153. Compte tenu des mesures de sécurité applicables pour accéder aux bâtiments de la Cour de justice de l'Union européenne, il est recommandé aux représentants des parties de prendre les dispositions nécessaires pour pouvoir être présents dans la salle d'audience 15 minutes au moins avant le début de l'audience de plaidoiries, car il est d'usage que les membres de la formation de jugement s'entretiennent avec ceux-ci concernant l'organisation de l'audience de plaidoiries.
154. Pour préparer la participation à une audience de plaidoiries, les représentants des parties sont invités à consulter le document « Aide-mémoire – Audience de plaidoiries » qui est disponible sur le site Internet de la Cour de justice de l'Union européenne.

C. Déroulement de l'audience de plaidoiries

155. Les représentants des parties sont tenus de plaider en toge.
156. L'audience de plaidoiries consiste :
- à rappeler, le cas échéant, de façon très synthétique la position prise, en soulignant les moyens essentiels développés par écrit ;
 - à clarifier si nécessaire certains arguments développés au cours de la phase écrite de la procédure et à présenter éventuellement les éléments nouveaux tirés d'événements survenus depuis la clôture de la phase écrite de la procédure et qui n'auraient pu, de ce fait, être exposés dans les contributions écrites ;
 - à répondre aux questions éventuelles du Tribunal.
157. Il appartient à chaque partie d'apprécier, compte tenu de la finalité de l'audience de plaidoiries telle qu'elle a été définie dans le point 156 supra, si une plaidoirie est réellement utile ou si un simple renvoi aux observations ou mémoires écrits est suffisant. L'audience de plaidoiries peut alors se concentrer sur les réponses aux questions du Tribunal. Lorsque le représentant estime nécessaire de

prendre la parole, il lui est recommandé de se limiter à l'exposé de certains points et de se référer aux mémoires pour d'autres.

158. Lorsque, préalablement à la tenue de l'audience de plaidoiries, le Tribunal a invité les parties, conformément à l'article 89, paragraphe 4, du règlement de procédure, à concentrer leurs plaidoiries sur une ou plusieurs questions déterminées, ces questions doivent être prioritairement abordées au cours des plaidoiries.
159. Si une partie s'abstient de plaider, son silence ne vaut pas acquiescement à la plaidoirie développée par une autre partie si l'argumentation en cause a déjà été réfutée à l'écrit. Ce silence n'empêche pas cette partie de répliquer à une plaidoirie de l'autre partie.
160. Par souci de clarté et aux fins de permettre une meilleure compréhension des plaidoiries par les membres du Tribunal, il est généralement préférable de parler librement sur la base de notes plutôt que de lire un texte. Il est également demandé aux représentants des parties de simplifier, dans toute la mesure du possible, leur présentation de l'affaire et de privilégier les phrases courtes. En outre, les représentants rendraient service au Tribunal en structurant leurs plaidoiries et en précisant avant tout développement le plan qu'ils entendent adopter.
161. Afin de pouvoir éclairer le Tribunal sur certaines questions d'ordre technique, le président de la formation de jugement peut autoriser les représentants des parties à donner la parole à des personnes qui, bien que n'ayant pas la qualité de représentant, sont mieux à même de prendre position. Ces personnes n'interviennent qu'en présence et sous la responsabilité du représentant de la partie concernée. Avant de prendre la parole, ces personnes doivent décliner leur identité.
162. La durée des plaidoiries peut varier selon la complexité de l'affaire et l'existence ou l'absence d'éléments de fait nouveaux. Chaque partie principale dispose de 15 minutes et chaque intervenant dispose de 10 minutes pour leurs plaidoiries (lors d'une audience dans les affaires jointes ou lors d'une audience commune, chaque partie principale dispose de 15 minutes pour chacune des affaires et chaque intervenant dispose de 10 minutes pour chacune des affaires), à moins que le greffe ne leur ait fourni une autre indication à cet égard. Cette limitation ne concerne que les plaidoiries proprement dites et n'inclut pas le temps nécessaire pour répondre aux questions posées à l'audience de plaidoiries ou pour les répliques finales.

163. Si les circonstances l'exigent, une demande de dérogation à cette durée normale, dûment motivée et précisant le temps de parole jugé nécessaire, peut être adressée au greffe, au moins deux semaines (ou à un stade plus tardif en cas de circonstances exceptionnelles, dûment motivées) avant la date de l'audience de plaidoiries. Les représentants sont informés de la durée de plaidoiries dont ils disposeront à la suite de telles demandes.
164. Lorsque plusieurs représentants agissent pour une partie, en principe seuls deux d'entre eux peuvent plaider et le total de leurs interventions orales ne doit pas dépasser le temps de parole précisé au point 162 supra. Les réponses aux questions des juges et les répliques finales peuvent toutefois être assurées par d'autres représentants que ceux qui auront plaidé.
165. Lorsque plusieurs parties sont amenées à défendre la même thèse devant le Tribunal (hypothèse des interventions, des affaires jointes ou des affaires présentant des similitudes justifiant la tenue d'une audience commune de plaidoiries), leurs représentants sont invités à se concerter avant l'audience de plaidoiries, aux fins d'éviter toute répétition de plaidoirie. Les représentants des parties concernées doivent cependant veiller à ne prendre position que pour les parties qu'ils représentent et veiller au respect de l'article 84 du règlement de procédure prescrivant les conditions dans lesquelles un moyen nouveau peut être produit devant le Tribunal en cours d'instance.
166. Les représentants sont priés, lorsqu'ils citent une décision de la Cour de justice, du Tribunal ou du Tribunal de la fonction publique, de l'indiquer par sa dénomination courante, le numéro de l'affaire et de préciser, le cas échéant, le/les point(s) pertinent(s).
167. Conformément à l'article 85, paragraphe 3, du règlement de procédure, à titre exceptionnel, les parties principales peuvent encore produire des preuves lors de l'audience de plaidoiries. En pareille situation, il est recommandé de se munir d'un nombre suffisant d'exemplaires (y compris, le cas échéant, dans une version non-confidentielle à l'égard des parties intervenantes). Les autres parties sont entendues sur la recevabilité et sur le contenu de celles-ci.

C bis. Participation à une audience par vidéoconférence

C bis. 1. Demande de recours à la vidéoconférence

- 167 bis. Si le représentant d'une partie est empêché de participer physiquement à une audience de plaidoiries à laquelle il est convoqué, pour des raisons sanitaires (par exemple, un empêchement de nature médicale individuelle ou résultant de restrictions de déplacement liées à une épidémie), des motifs de sécurité ou d'autres motifs sérieux (par exemple, une grève dans le secteur du transport aérien), le représentant de la partie concernée doit déposer, par acte séparé, une demande motivée visant à pouvoir participer à l'audience de plaidoiries par vidéoconférence.
- 167 ter. Afin que la demande puisse être utilement traitée par le Tribunal, elle doit être présentée dès que la cause de l'empêchement est connue et contenir :
- de manière précise et étayée, la nature de l'empêchement invoqué ;
 - les coordonnées d'une personne de contact avec laquelle des tests techniques et d'interprétation pourront le cas échéant être conduits préalablement à l'audience ;
 - le cas échéant, le numéro d'ordre de la dernière affaire dans laquelle le représentant a participé à une audience par vidéoconférence devant le Tribunal ou la Cour de justice.
- 167 quater. Toute demande de recours à la vidéoconférence est signifiée aux autres parties à l'affaire.
- 167 quinques. La partie ayant introduit la demande de recours à la vidéoconférence, ainsi que les autres parties à l'affaire, sont informées par le greffe de la décision prise par le président de chambre sur la demande.
- 167 sexies. Si cette décision est favorable, la personne de contact dont le représentant aura préalablement fourni les coordonnées dans sa demande, est contactée par les services techniques de la Cour de justice de l'Union européenne pour organiser le plus rapidement possible des tests techniques et d'interprétation auxquels le représentant devra impérativement se soumettre.
- 167 septies. Si les tests s'avèrent concluants, l'audience de plaidoiries peut effectivement être organisée par vidéoconférence, ce dont les parties sont informées. Si les tests s'avèrent non concluants, les parties sont informées des conséquences quant au maintien ou au report de l'audience.

C bis. 2. Conditions techniques

- 167 octies. Le recours à la vidéoconférence pour les audiences de plaidoiries requiert une haute qualité du son et de l'image ainsi qu'une parfaite stabilité de la connexion lesquels sont évalués lors du test préalable à la tenue de l'audience. Dès lors, les prérequis techniques suivants doivent être satisfaits :
- seules des connexions utilisant les protocoles d'appels H.323 et SIP sont autorisées. Le H.323 et le SIP sont des protocoles spécifiquement utilisés pour l'établissement d'appels en vidéoconférence et assurent une stabilité et une sécurité optimale des connexions ;
 - l'utilisation d'une plateforme logicielle ou de tout autre système de réunion basé exclusivement sur une application informatique n'est pas autorisée ;
 - les connexions via des appareils mobiles de type laptop, tablettes ou smartphone ne sont pas autorisées.

- 167 nonies. Lorsque le représentant participe à l'audience par vidéoconférence, il ne peut utiliser que la langue dans laquelle il est autorisé à plaider en vertu des règles de procédure et ne peut accéder, sans préjudice de futures évolutions, qu'à l'interprétation vers cette langue.

C bis. 3. Recommandations pratiques à l'adresse des représentants plaidant par vidéoconférence

- 167 decies. Les recommandations pratiques à l'adresse des représentants plaidant par vidéoconférence figurent sur le site Internet de la Cour de justice de l'Union européenne.

D. Interprétation

168. Pour faciliter l'interprétation, les représentants des parties sont invités à faire parvenir préalablement l'éventuel texte ou support écrit de leurs plaidoiries à la direction de l'interprétation par courrier électronique (interpretation@curia.europa.eu).
169. La confidentialité des notes de plaidoiries transmises est assurée. Afin d'éviter tout malentendu, le nom de la partie doit être indiqué. Les notes de plaidoiries ne sont pas versées au dossier de l'affaire.
170. Il est rappelé aux représentants que, selon les cas, seuls certains membres du Tribunal suivent la plaidoirie dans la langue dans laquelle elle est prononcée et que les autres écoutent l'interprétation simultanée. Il est vivement recommandé aux représentants, dans l'intérêt d'un meilleur déroulement de

l'audience de plaidoiries et du maintien du standard de qualité de l'interprétation simultanée, de parler lentement et dans le microphone.

171. Lorsque les représentants ont l'intention de citer littéralement des passages de certains textes ou documents, en particulier des passages non mentionnés au dossier de l'affaire, il est utile de les indiquer aux interprètes avant l'audience de plaidoiries. De même, il peut être utile de leur signaler des termes éventuellement difficiles à traduire.

E. Procès-verbal de l'audience de plaidoiries

172. Le greffier établit, dans la langue de procédure, un procès-verbal de chaque audience de plaidoiries qui contient : l'indication de l'affaire ; la date, l'heure et le lieu de l'audience ; l'indication, le cas échéant, qu'il s'agit d'une audience à huis clos ; les noms des juges et du greffier présents ; les noms et qualités des représentants des parties présents ; la mention, le cas échéant, des observations sur le rapport d'audience sommaire ; les noms, prénoms, qualités et domiciles, le cas échéant, des témoins ou experts entendus ; l'indication, le cas échéant, des actes de procédure ou des pièces produits à l'audience et, pour autant que de besoin, les déclarations faites à l'audience, ainsi que les décisions prononcées à l'audience par le Tribunal ou le président.
- 172 bis. Lorsqu'une audience de plaidoiries commune à plusieurs affaires est organisée conformément à l'article 106 bis du règlement de procédure, un procès-verbal au contenu identique pour toutes les affaires en cause est versé au dossier de chacune des affaires dans la langue de procédure de l'affaire.

VI. DU TRAITEMENT CONFIDENTIEL

A. Généralités

173. Conformément à l'article 64 et sous réserve des dispositions de l'article 68, paragraphe 4, de l'article 104, de l'article 105, paragraphe 8, ainsi que de l'article 144, paragraphe 7, du règlement de procédure, le Tribunal ne prend en considération que des actes de procédure et des pièces dont les représentants des parties ont pu prendre connaissance et sur lesquels ils ont pu se prononcer.

174. Il en résulte que, sans préjudice des dispositions des articles 103 à 105 du règlement de procédure, une demande de traitement confidentiel de certaines données du dossier de l'affaire présentée par le requérant à l'égard du défendeur ne peut pas être prise en considération. De même, le défendeur ne peut pas formuler une telle demande à l'égard du requérant.
175. Toutefois, une partie principale peut demander que certaines données du dossier de l'affaire qui présentent un caractère confidentiel soient exclues de la communication à un intervenant conformément à l'article 144, paragraphe 7, du règlement de procédure.
176. Chaque partie peut également demander qu'une partie aux affaires jointes n'ait pas accès à certaines données des dossiers concernés par la jonction en raison de leur confidentialité alléguée, conformément à l'article 68, paragraphe 4, du règlement de procédure.

B. Traitement confidentiel en cas de demande d'intervention

177. Lorsqu'une demande d'intervention est déposée dans une affaire, les parties principales sont invitées à indiquer, dans le délai imparti par le greffier, si elles sollicitent le traitement confidentiel de certaines données contenues dans les actes de procédure et les pièces déjà versés au dossier de l'affaire.
178. Pour tous les actes de procédure et pièces qu'elles déposent ultérieurement, les parties principales doivent présenter simultanément avec leur dépôt, le cas échéant, une demande de traitement confidentiel. À défaut d'une telle demande, les actes de procédure et les pièces déposés seront communiqués à l'intervenant.
179. Toute demande de traitement confidentiel doit être présentée par acte séparé. Elle ne peut pas être déposée en version confidentielle et ne doit pas, par conséquent, contenir de données confidentielles.
180. Une demande de traitement confidentiel doit spécifier la partie envers laquelle la confidentialité est sollicitée.
181. Une demande de traitement confidentiel doit être limitée à ce qui est strictement nécessaire et ne peut en aucun cas avoir pour objet la totalité d'un acte de procédure et, seulement exceptionnellement, la totalité d'une annexe. En effet, la communication d'une version non confidentielle d'un acte de procédure et des pièces, dans

laquelle certains passages, mots ou chiffres sont éliminés, est normalement possible sans remettre en question les intérêts en cause.

182. Une demande de traitement confidentiel doit indiquer précisément les éléments ou passages concernés et contenir une motivation du caractère confidentiel de chacun de ces éléments ou passages. L'absence de ces indications peut justifier le rejet de la demande par le Tribunal.
183. Lors du dépôt de la demande de traitement confidentiel d'un ou de plusieurs acte(s) de procédure, la partie doit produire une version non confidentielle intégrale de l'acte/des actes de procédure et des pièces en cause dont les éléments ou passages auxquels la demande se réfère ont été retirés.
184. Une demande de traitement confidentiel qui ne respecte pas les points 179, 180 et 183 supra fait l'objet d'une demande de régularisation adressée à la partie concernée par le greffier. Si, malgré la demande de régularisation, la demande de traitement confidentiel n'est pas mise en conformité avec les prescriptions des présentes dispositions pratiques d'exécution, elle ne pourra pas être utilement traitée et tous les actes de procédure et les pièces concernés seront communiqués à l'intervenant.
- 184 bis. Une partie intervenante ne peut pas déposer une demande de traitement confidentiel à l'égard des autres parties à l'instance.

C. Traitement confidentiel en cas de jonction d'affaires

185. Lorsque la jonction de plusieurs affaires est envisagée, les parties sont invitées à indiquer, dans le délai imparti par le greffier, si elles sollicitent le traitement confidentiel de certaines données contenues dans les actes de procédure et les pièces déjà versés aux dossiers des affaires concernées par la jonction.
186. Pour tous les actes de procédure et pièces qu'elles déposent ultérieurement, les parties doivent présenter simultanément avec leur dépôt, le cas échéant, une demande de traitement confidentiel. À défaut d'une telle demande, les actes de procédure et les pièces déposés seront rendus accessibles aux autres parties dans les affaires jointes.
187. Les points 179 à 184 supra s'appliquent aux demandes de traitement confidentiel présentées en cas de jonction d'affaires.

D.**Traitemen**t confidentiel dans le cadre de l'article 103 du règlement de procédure

188.

Au titre des mesures d'instruction visées à l'article 91 du règlement de procédure, le Tribunal peut ordonner à une partie de produire des renseignements ou pièces relatifs à l'affaire. En vertu de l'article 92, paragraphe 3, du règlement de procédure, une telle production ne peut être ordonnée que lorsque la partie concernée n'a pas donné suite à une mesure d'organisation de la procédure préalablement adoptée à cette fin ou lorsque la partie concernée par la mesure le demande explicitement en justifiant la nécessité d'une telle mesure sous la forme d'une ordonnance d'instruction.

189.

Lorsqu'une partie principale fait valoir le caractère confidentiel de renseignements ou pièces pour s'opposer à leur transmission dans sa réponse à la demande de mesure d'organisation de la procédure ou pour suggérer de recourir à une mesure d'instruction, le Tribunal, s'il estime que ces renseignements ou pièces sont susceptibles d'être pertinents pour statuer sur le litige, en ordonne la production par la voie d'une ordonnance d'instruction au titre de l'article 91, sous b), du règlement de procédure. Le traitement réservé aux renseignements ou pièces confidentiels ainsi produits devant le Tribunal est régi par l'article 103 du règlement de procédure. Le régime en cause ne prévoit aucune dérogation au principe du contradictoire de la procédure, mais il énonce des modalités de mise en œuvre de ce principe.

190.

En vertu de cette disposition, le Tribunal procède à un examen de la pertinence des renseignements ou pièces pour la solution du litige et vérifie leur caractère confidentiel. S'il estime que les informations en cause sont tout à la fois pertinentes pour la solution du litige et confidentielles, le Tribunal met en balance ce caractère confidentiel et les exigences liées au droit à une protection juridictionnelle effective, en particulier au respect du principe du contradictoire et dispose, au terme de cette mise en balance, de deux options.

191.

Le Tribunal peut décider que le renseignement ou la pièce doit être porté à la connaissance de l'autre partie principale, en dépit de son caractère confidentiel. À cet égard, le Tribunal peut, par mesure d'organisation de la procédure, inviter les représentants des parties autres que de celle qui a produit les données confidentielles à souscrire l'engagement de préserver la confidentialité du document ou de la pièce en ne communiquant pas les données dont ils prendront connaissance à leurs mandants respectifs ou à un tiers. Toute violation de cet engagement est susceptible de donner lieu à l'application de l'article 55 du règlement de procédure.

192. Alternativement, le Tribunal peut décider de ne pas communiquer les données confidentielles tout en permettant à l'autre partie principale de disposer de données non confidentielles afin qu'elle puisse, dans la plus large mesure possible, faire valoir ses observations dans le respect du principe du contradictoire. Le Tribunal ordonne alors à la partie principale qui a produit les données confidentielles de communiquer certains éléments d'information d'une manière qui permette de concilier la préservation du caractère confidentiel des données et le caractère contradictoire de la procédure. L'information pourra, par exemple, être transmise sous une forme résumée. Si le Tribunal estime que l'autre partie principale ne peut pas exercer utilement ses droits de la défense, il peut adopter une ordonnance, voire plusieurs, jusqu'à ce qu'il considère que la procédure peut effectivement être continuée contradictoirement.
193. Lorsque le Tribunal estime que la communication de l'information à l'autre partie principale qui a été assurée selon les modalités prévues par l'ordonnance prise sur le fondement de l'article 103, paragraphe 3, du règlement de procédure a permis à cette partie de prendre utilement position, les renseignements ou pièces confidentiels qui n'ont pas été portés à la connaissance de ladite partie ne sont pas pris en considération par le Tribunal. Les renseignements ou pièces confidentiels sont retirés du dossier, ce dont les parties sont informées.

E. Traitement confidentiel dans le cadre de l'article 104 du règlement de procédure

194. Dans le cadre de son contrôle de la légalité d'un acte d'une institution refusant de donner accès à un document, le Tribunal peut ordonner, par la voie d'une mesure d'instruction prise au titre de l'article 91, sous c), du règlement de procédure, la production de ce document.
195. Sauf à priver le litige de son objet, le document produit par l'institution n'est pas communiqué aux autres parties.

F. Traitement confidentiel dans le cadre de l'article 105 du règlement de procédure

196. Aux termes de l'article 105, paragraphes 1 et 2, du règlement de procédure, une partie principale au litige peut, spontanément ou à la suite d'une mesure d'instruction adoptée par le Tribunal, produire des renseignements ou pièces touchant à la sûreté de l'Union européenne ou à celle d'un ou de plusieurs de ses États membres ou à la conduite de leurs relations internationales. Les

paragraphes 3 à 10 de cette disposition prévoient le régime procédural applicable à de tels renseignements ou pièces.

197. Compte tenu de la nature sensible et confidentielle des renseignements ou pièces touchant à la sûreté de l'Union ou à celle d'un ou de plusieurs de ses États membres ou à la conduite de leurs relations internationales, la mise en œuvre du régime institué par l'article 105 du règlement de procédure nécessite l'instauration d'un dispositif sécuritaire approprié visant à garantir un haut niveau de protection desdits renseignements ou pièces. Ce dispositif est consigné dans la décision du Tribunal du 14 septembre 2016.

VII. DE L'AIDE JURIDICTIONNELLE

198. Conformément à l'article 147, paragraphe 2, du règlement de procédure, l'utilisation d'un formulaire est obligatoire pour présenter une demande d'aide juridictionnelle. Ce formulaire est disponible sur le site Internet de la Cour de justice de l'Union européenne.

199. Le demandeur d'aide juridictionnelle non représenté par un avocat lors du dépôt du formulaire d'aide juridictionnelle peut, conformément à l'article 147, paragraphe 6, du règlement de procédure, déposer le formulaire dûment rempli et signé au greffe en version papier par la voie postale ou par remise physique à l'adresse indiquée au point 90 supra. Un formulaire qui ne comporte pas une signature manuscrite n'est pas traité.

200. Lorsque le demandeur d'aide juridictionnelle est représenté par un avocat lors du dépôt du formulaire d'aide juridictionnelle, le dépôt est effectué en application de l'article 72, paragraphe 1, du règlement de procédure en tenant compte des prescriptions des points 77 à 79 supra.

201. Le formulaire d'aide juridictionnelle vise à permettre au Tribunal de disposer, conformément à l'article 147, paragraphes 3 et 4, du règlement de procédure, des informations nécessaires pour statuer utilement sur la demande d'aide juridictionnelle. Il s'agit :

- des données relatives à la situation économique du demandeur et,
- au cas où le recours n'a pas encore été introduit, des données relatives à l'objet dudit recours, aux faits de l'espèce et à l'argumentation y relative.

202. Le demandeur est tenu de produire, avec le formulaire d'aide juridictionnelle, les pièces justifiant les informations visées au point 201 supra.
203. S'il y a lieu, avec le formulaire d'aide juridictionnelle, doivent être produits les documents visés à l'article 51, paragraphes 2 et 3, et à l'article 78, paragraphe 4, du règlement de procédure.
204. Le formulaire d'aide juridictionnelle dûment rempli et les pièces justificatives doivent être compréhensibles par eux-mêmes.
205. Sans préjudice de la possibilité pour le Tribunal de demander des informations ou la production de documents complémentaires au titre des articles 89 et 90 du règlement de procédure, la demande d'aide juridictionnelle ne peut pas être complétée par le dépôt ultérieur d'addendums. De tels addendums seront, s'ils sont déposés sans avoir été demandés par le Tribunal, refusés. Dans des cas exceptionnels, des pièces justificatives visant à prouver l'indigence du demandeur peuvent toutefois être acceptées ultérieurement, moyennant une explication appropriée de leur production tardive.
206. En vertu de l'article 147, paragraphe 7, du règlement de procédure, l'introduction d'une demande d'aide juridictionnelle suspend le délai prévu pour l'introduction du recours auquel la demande se réfère jusqu'à la date de signification de l'ordonnance statuant sur la demande ou, lorsqu'un avocat n'est pas désigné pour représenter le demandeur d'aide juridictionnelle dans cette ordonnance, jusqu'à la date de signification de l'ordonnance désignant un avocat pour le représenter.
207. Le dépôt de la demande d'aide juridictionnelle ayant pour effet de suspendre le délai de recours jusqu'à la signification de l'ordonnance visée au point 206 supra, le délai de recours restant pour déposer la requête peut être extrêmement bref. Il est donc recommandé au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, dûment représenté par un avocat, de prêter une attention particulière au respect du délai légal.

VIII. DES PROCÉDURES D'URGENCE

A. De la procédure accélérée

A.1. Demande de procédure accélérée

208. Conformément à l'article 152, paragraphe 1, du règlement de procédure, la demande de procédure accélérée doit être présentée par acte séparé, selon le cas, simultanément avec la requête ou le mémoire en défense et contenir une motivation précisant l'urgence particulière de l'affaire et les autres circonstances pertinentes.
209. Pour faciliter le traitement immédiat par le greffe, la demande de procédure accélérée doit contenir sur la première page l'indication qu'elle est déposée sur le fondement des articles 151 et 152 du règlement de procédure.
210. La requête à propos de laquelle il est demandé de statuer selon la procédure accélérée ne doit, en principe, pas dépasser 25 pages. Cette requête doit être présentée conformément aux prescriptions énoncées aux points 112 à 121 supra.
211. Il est recommandé que la partie qui demande le bénéfice de la procédure accélérée précise, dans sa demande, les moyens, arguments ou passages du mémoire concerné (requête ou mémoire en défense) qui ne sont présentés que pour le cas où il ne serait pas statué selon cette procédure. Ces indications, visées à l'article 152, paragraphe 2, du règlement de procédure, doivent être formulées dans la demande avec précision et avec indication des numéros des paragraphes concernés.

A.2. Version abrégée

212. Il est recommandé que la demande de procédure accélérée contenant les indications visées au point 211 supra soit accompagnée, en annexe, de la version abrégée du mémoire concerné.
213. Lorsqu'il est annexé une version abrégée, celle-ci doit être conforme aux instructions qui suivent :
- (a) la version abrégée prend la forme de la version initiale du mémoire concerné dont les passages supprimés sont identifiés par des crochets à l'intérieur desquels figure la mention « omissis » ;

- (b) les paragraphes maintenus dans la version abrégée conservent la même numérotation que celle de la version initiale du mémoire concerné ;
- (c) le bordereau d'annexes accompagnant la version abrégée comporte, si la version abrégée ne renvoie pas à l'ensemble des annexes de la version initiale du mémoire concerné, la mention « *omissis* » pour identifier chacune des annexes omises ;
- (d) les annexes maintenues dans la version abrégée doivent conserver la même numérotation que celle du bordereau d'annexes de la version initiale du mémoire concerné ;
- (e) les annexes mentionnées dans le bordereau accompagnant la version abrégée doivent être jointes à cette version.

214. Pour pouvoir être traitée dans les meilleurs délais, la version abrégée doit être conforme aux instructions qui précèdent.
215. Lorsque le Tribunal demande la production d'une version abrégée du mémoire sur le fondement de l'article 151, paragraphe 3, du règlement de procédure, la version abrégée doit être établie, sauf indication contraire, conformément aux instructions qui précèdent.

A.3. Mémoire en défense

216. Si le requérant n'a pas indiqué dans sa demande les moyens, arguments ou passages de sa requête qui ne sont à prendre en considération que dans le cas où il ne serait pas statué selon la procédure accélérée, le défendeur doit répondre, dans le délai d'un mois, à la requête.
217. Si le requérant a indiqué dans sa demande les moyens, arguments ou passages de sa requête qui ne sont à prendre en considération que dans le cas où il ne serait pas statué selon la procédure accélérée, le défendeur doit répondre, dans le délai d'un mois, aux moyens et arguments développés dans la requête lue à la lumière des indications fournies dans la demande de procédure accélérée.
218. Si le requérant a joint une version abrégée de la requête à sa demande, le défendeur doit répondre, dans le délai d'un mois, aux moyens et arguments contenus dans cette version abrégée de la requête.
219. Si le Tribunal décide de rejeter la demande de procédure accélérée avant même que le défendeur ait déposé son mémoire en défense, le délai d'un mois prévu par l'article 154, paragraphe 1, du règlement de procédure pour le dépôt de ce mémoire est augmenté d'un mois supplémentaire.

220. Si le Tribunal décide de rejeter la demande de procédure accélérée après que le défendeur a déposé son mémoire en défense dans le délai d'un mois prévu par l'article 154, paragraphe 1, du règlement de procédure, un nouveau délai d'un mois est accordé à cette partie à compter de la signification de la décision de rejet de la demande de procédure accélérée pour lui permettre de compléter son mémoire en défense.

A.4. Phase orale de la procédure

221. Dans le cadre d'une procédure accélérée, la phase écrite de la procédure étant en principe limitée à un échange de mémoires, l'accent est porté sur la phase orale de la procédure et une audience est organisée à bref délai après la clôture de la phase écrite de la procédure. Le Tribunal peut néanmoins décider de statuer sans phase orale de la procédure lorsque les parties principales indiquent, dans un délai fixé par le président, qu'elles renoncent à participer à une audience de plaidoiries et que le Tribunal s'estime suffisamment éclairé par les pièces du dossier de l'affaire.

222. Lorsque le Tribunal n'a pas autorisé le dépôt d'un mémoire en intervention, l'intervenant ne peut faire valoir ses observations qu'oralement, si une audience de plaidoiries est organisée.

B. Du sursis et des autres mesures provisoires par voie de référé

223. Conformément à l'article 156, paragraphe 5, du règlement de procédure, la demande de sursis à l'exécution ou d'autres mesures provisoires doit être présentée par acte séparé. Elle doit être compréhensible par elle-même, sans qu'il soit nécessaire de se référer à la requête dans l'affaire au principal, y compris les annexes à la requête.

224. Pour faciliter le traitement immédiat par le greffe, la demande de sursis à l'exécution ou d'autres mesures provisoires doit contenir sur la première page l'indication qu'elle est déposée sur le fondement de l'article 156 du règlement de procédure et, le cas échéant, qu'elle contient une demande fondée sur l'article 157, paragraphe 2, du règlement de procédure.

225. La demande de sursis à l'exécution ou d'autres mesures provisoires doit indiquer, en premier lieu l'objet du litige et, d'une manière claire et concise, les moyens de fait et de droit sur lesquels est basé le recours principal et qui font apparaître, à première vue, le bien-fondé de celui-ci (*fumus boni juris*). Elle doit indiquer en deuxième lieu avec précision la ou les mesures demandées. Elle doit indiquer en troisième lieu de manière motivée et documentée les circonstances établissant l'urgence.
- 225 bis. Conformément à l'article 156, paragraphe 4, seconde phrase, du règlement de procédure, la demande en référé doit contenir toutes les preuves et offres de preuve disponibles, destinées à justifier l'octroi des mesures provisoires. Ainsi, le juge des référés doit disposer d'indications concrètes et précises, étayées par des preuves documentaires détaillées et, s'il y a lieu, certifiées, ou des offres de preuves qui démontrent la situation dans laquelle se trouve la partie sollicitant les mesures provisoires et permettent d'apprecier les conséquences qui résulteraient vraisemblablement de l'absence des mesures demandées.
226. La demande en référé étant destinée à permettre une appréciation du *fumus boni juris* dans le cadre d'une procédure sommaire, elle ne doit pas reprendre intégralement le texte de la requête dans l'affaire au principal.
227. Afin qu'une demande en référé puisse être traitée d'une manière urgente, le nombre de pages maximal qu'elle ne doit, en principe, pas excéder est de 25 pages, tout en prenant en considération la matière concernée et les circonstances de l'affaire.

IX. ENTRÉE EN VIGUEUR DES PRÉSENTES DISPOSITIONS PRATIQUES D'EXÉCUTION

228. Les présentes dispositions pratiques d'exécution abrogent et remplacent les Instructions au greffier du 5 juillet 2007 (JO L 232, p. 1), telles que modifiées le 17 mai 2010 (JO L 170, p. 53) et le 24 janvier 2012 (JO L 68, p. 20), et les Instructions pratiques aux parties devant le Tribunal du 24 janvier 2012 (JO L 68, p. 23).
229. Les présentes dispositions pratiques d'exécution sont publiées au *Journal officiel de l'Union européenne*. Elles entrent en vigueur le premier jour du premier mois suivant leur publication.

ANNEXES

Annexe 1 : Conditions dont le non-respect justifie de ne pas signifier la requête (point 101 des présentes dispositions pratiques d'exécution)

L'absence de régularisation des points qui suivent est susceptible d'entraîner le rejet du recours pour cause d'irrecevabilité, conformément à l'article 78, paragraphe 6, et l'article 177, paragraphe 6, du règlement de procédure.

	Recours directs (autres que des affaires de propriété intellectuelle)	Affaires de propriété intellectuelle
a)	production du document visé à l'article 51, paragraphe 2, du règlement de procédure à moins qu'un tel document ait déjà été déposé pour les besoins de l'ouverture d'un compte d'accès à e-Curia (article 51, paragraphe 2, du règlement de procédure)	production du document visé à l'article 51, paragraphe 2, du règlement de procédure à moins qu'un tel document ait déjà été déposé pour les besoins de l'ouverture d'un compte d'accès à e-Curia (article 51, paragraphe 2, du règlement de procédure)
b)	production d'une preuve de l'existence juridique de la personne morale de droit privé (article 78, paragraphe 4, du règlement de procédure)	production d'une preuve de l'existence juridique de la personne morale de droit privé (article 177, paragraphe 4, du règlement de procédure)
c)	production du mandat si la partie représentée est une personne morale de droit privé (article 51, paragraphe 3, du règlement de procédure)	production du mandat si la partie représentée est une personne morale de droit privé (article 51, paragraphe 3, du règlement de procédure)
d)	production de l'acte attaqué (recours en annulation) ou de la pièce justifiant la date de l'invitation à agir (recours en carence) (article 21, second alinéa, du statut ; article 78, paragraphe 1, du règlement de procédure)	production de la décision attaquée de la chambre de recours (article 177, paragraphe 3, du règlement de procédure)
e)	production de la réclamation au sens de l'article 90, paragraphe 2, du statut des fonctionnaires et de la décision portant réponse à la réclamation (article 78, paragraphe 2, du règlement de procédure)	

	Recours directs (autres que des affaires de propriété intellectuelle)	Affaires de propriété intellectuelle
f)	production d'un exemplaire du contrat contenant la clause compromissoire (article 78, paragraphe 3, du règlement de procédure)	
g)		indication des noms de toutes les parties à la procédure devant la chambre de recours et des adresses que celles-ci avaient indiquées aux fins des notifications, si les circonstances le justifient (article 177, paragraphe 2, du règlement de procédure)
h)	indication des dates d'introduction de la réclamation au sens de l'article 90, paragraphe 2, du statut des fonctionnaires et de la notification de la décision portant réponse à la réclamation (article 78, paragraphe 2, du règlement de procédure)	indication de la date de notification de la décision de la chambre de recours (article 177, paragraphe 3, du règlement de procédure)

**Annexe 2 : Règles de forme dont le non-respect justifie de retarder la signification
(point 102 des présentes dispositions pratiques d'exécution)**

a)	indication du domicile du requérant [article 21, premier alinéa, du statut ; article 76, sous a), et article 177, paragraphe 1, sous a), du règlement de procédure]
b)	indication de l'adresse du représentant du requérant [article 76, sous b), et article 177, paragraphe 1, sous b), du règlement de procédure]
c)	nouvel original de la requête dont la longueur aura été réduite (points 109 et 110 des présentes dispositions pratiques d'exécution)
d)	nouvel original au contenu identique de la requête comportant la numérotation des paragraphes [point 81, sous c), des présentes dispositions pratiques d'exécution]
e)	nouvel original au contenu identique paginé de la requête [point 81, sous d), des présentes dispositions pratiques d'exécution]
f)	production du bordereau d'annexes comportant les indications obligatoires (article 72, paragraphe 3, du règlement de procédure ; point 83 des présentes dispositions pratiques d'exécution)
g)	production des annexes mentionnées dans la requête et non produites (article 72, paragraphe 3, du règlement de procédure)
h)	production des annexes paginées [point 86, sous c), des présentes dispositions pratiques d'exécution]
i)	production des annexes numérotées [point 86, sous a), des présentes dispositions pratiques d'exécution]

**Annexe 3 : Règles de forme dont le non-respect n'empêche pas la signification
(point 103 des présentes dispositions pratiques d'exécution)**

a)	production du document visé à l'article 51, paragraphe 2, du règlement de procédure pour tout autre avocat supplémentaire à moins qu'un tel document ait déjà été déposé pour les besoins de l'ouverture d'un compte d'accès à e-Curia (article 51, paragraphe 2, du règlement de procédure)
b)	dans les affaires autres que de propriété intellectuelle, production du résumé des moyens et principaux arguments (points 118 et 119 des présentes dispositions pratiques d'exécution)
c)	production de la traduction dans la langue de procédure d'une pièce rédigée dans une langue autre que la langue de procédure (article 46, paragraphe 2, du règlement de procédure)